

PROGRES SOCIAL EN ENTREPRISE : DEFI POUR LE SAMUSOCIAL DE PARIS

En France, l'Education Nationale est responsable de ce que l'école inculque à nos enfants dans leurs esprits. Elle l'est aussi de ce qui nous a été inculqué, pour celles et ceux y ayant eu une scolarité. Et c'est le cas en général dans les autres pays : l'instruction y est institutionnalisée au niveau de l'état et dispensée à la nation. En France, il s'agit d'une instruction laïque et républicaine, héritée des Lumières, respectueuse des crédos et croyances de chacun.e. Elle est publique et ouverte à toutes et tous, sans condition. L'instruction y est obligatoire.

Parmi les grandes matières issues des programmes nationaux de l'éducation nationale, il y a l'Histoire, la Géographie, les Mathématiques, les Sciences de la Vie et de la Terre, la Géométrie... etc. Nous avons toutes et tous appris la préhistoire, l'Egypte antique, les Grecs, les Romains, les Rois de France, puis la République, l'histoire contemporaine, les grandes guerres et les grands mouvements sociaux. Parmi ceux-ci, nous apprenons la Révolution française, la chute de la monarchie, la naissance de la République et de la Démocratie en France, la Révolution russe, la guerre froide et la chute du Mur de Berlin. Nous apprenons les premiers mouvements des travailleurs.euses ouvrières et ouvriers, en début de siècle, dans les mines de charbon, avec l'industrialisation, les premiers syndicats, l'interdiction progressive du travail pour les enfants, l'obtention de la journée de 8 heures de travail, le repos journalier et hebdomadaire et les congés, notamment depuis le Front Populaire en 1936. Petit à petit un nouveau panorama se dessine, du moins en Europe et quelques autres pays occidentalisés de par le monde, avec le droit du travail tel que nous le connaissons, aujourd'hui, le droit syndical, les mutuelles, la sécurité sociale, les œuvres sociales, etc.

L'instruction nationale nous enseigne donc qu'il y avait un avant, dans lequel le droit du travail n'existait pas, mais où sévissaient des maîtres sur leurs esclaves, des rois qui disposaient des hommes et des femmes comme on dispose de bétail et des patrons qui faisaient appel à la garde nationale pour réprimer dans le sang les révoltes de salarié.es. Il y a eu des révolutions, les colonies se sont indépendantisées, aux Amériques, au Maghreb, en Afrique, en Asie... Les derniers dits empires du siècle ont chuté, tel l'empire Prussien, l'empire Russe et Ottoman.

Le XX^e siècle semble donc avoir changé la face du monde. Ce fut le Progrès. L'homosexualité n'a plus été considérée comme une maladie, en tout cas, parmi les sociétés dites progressives. Les femmes ont gagné leur droit de vote et de travailler librement. Les enfants ont des droits. Le mouvement LGBTQI+ se développe et fait progresser les droits des personnes, le droit à l'IVG, à la PMA, à la parentalité pour toutes et tous font leur chemin.

Cette marche vers le progrès n'en a pas fini. Des centaines de choses qui aujourd'hui passent pour normales ou ne sont même pas considérées comme existantes, seront sans doute dénoncées demain comme des horreurs, des scandales et des violences. L'excision est encore tolérée dans de nombreux pays. Il y a eu l'horreur de la Shoah et l'antisémitisme toujours présent, la mise en esclavage des africains et l'extermination des indiens d'Amérique, par les européens.

La face du monde a aussi changé avec l'attentat contre les Twin-Towers du 11 septembre 2001 à New York, aux Etats-Unis, et la France a enchaîné ses propres traumatismes nationaux depuis les attentats attribués au GIA de 1995, Charlie Hebdo et le Bataclan en 2015, ou encore à Nice en 2016. Enfin, le Covid est venu marquer la planète toute entière fin 2019, nous confrontant toutes et tous à la question de l'environnement, de la santé et du climat. Aujourd'hui le concept de liberté est nouveau : la li-

berté de circulation dépend d'un pass sanitaire. Nous sommes libres de nous déplacer si nous nous injectons tous les six mois un produit encore peu connu dans le sang, si nous nous faisons insérer des écouvillons douloureux dans le nez, si nous portons des masques et si nous nous désinfectons régulièrement les mains, ne nous serrons pas la main, ne nous embrassons pas et nous éloignons les uns.es des autres. Personne n'aurait imaginé de telles conditions pour être "libres" il y a trois ans. Et les réfractaires au pass ou au vaccin sont criminalisés.es et peu à peu déchu.es de leurs droits. Nous devons rester prudents face aux risques de dérives. Nous avançons à l'aveugle. Nous vivons constamment en état d'urgence depuis plusieurs années à coup de lois d'exception.

Néanmoins, les travailleurs.euses continuent à travailler dans des conditions de plus en plus difficiles, le racisme continue à germer dans notre société, les violences conjugales, familiales et sexistes sont de plus en plus montrées du doigt et dénoncées. Le secteur social et médico-social n'arrive toujours pas à affronter le quotidien de ses métiers. Les sous-effectifs sont la règle, l'isolement des salarié.es, la logique concurrentielle entre collèges, services et entreprises, a le vent en poupe. Les déserts médicaux et la disparition des services publics (comme la poste, les guichets bancaires) devient le pain quotidien d'un nombre de personnes de plus en plus important en cette fin 2021. La fracture numérique exclue de leurs droits tout un pan de la société. Le progrès social peut s'arrêter à tout moment, et une société rétrograde peut vite prendre le relais.

Quel est donc notre projet ? Le syndicat Sud Santé Sociaux se veut un syndicat de "transformation sociale". Il s'attèle aux luttes sociales et s'implique dans les questions féministes, antiracistes, antifascistes, en plus de son implication pour les conditions de travail, les salaires et les droits des sans-papiers. C'est un idéal ambitieux. Nous comptons dénoncer des pratiques qui aujourd'hui peuvent sembler anodines, innocentes, normales, inexistantes. Demain elles seront considérées comme des délits, des crimes et des violences inacceptables ! Et il faudra rendre des comptes ! Nous parlons de harcèlement, de discrimination syndicale, de violence et de discriminations au travail. Nous sommes loin d'avoir obtenu tout ce que à quoi les travailleurs.euses peuvent prétendre.

Le travail (ou sa recherche) nous place dans une position socio-économique et nous donne une identité sociale. Cette position est censée évoluer en mieux, grâce à l'expérience acquise, la formation et les évolutions de carrière. Pourtant le plafond de verre est bien présent et le Samusocial de Paris est l'un des services les mieux placés dans cette reproduction sociale des inégalités, à l'image de la France, très mauvaise élève en termes de mobilité sociale. Nous tendons et participons à une société de castes, avec des élites déconnectées de la réalité et des petites-mains sur le terrain invisibles, à l'instar des maîtres en pantoufles donnant des ordres à leurs esclaves affrontant le froid ou le feu.

Espérons que les négociations se poursuivront au sein du Samusocial de Paris, que les guéguerres internes puériles laisseront place à la responsabilité de chacun.e pour désembourber notre enseigne de sa complicité avec cette injustice sociale. Il doit être un exemple d'intégration dans le monde du travail, de reconnaissance de sa valeur, d'évolution, de dialogue social progressiste et respectueux des valeurs humaines qu'il ne cesse de mettre en avant. Le Samusocial de Paris peut être un joli écusson, une fierté à porter. Encore faut-il que sa brillance soit celle d'une médaille méritée et non dérobée.

